

La chari'a et la politique de genre : réformer les codes de la famille dans les contextes des sociétés musulmanes

Table ronde organisée par
Azadeh Kian (Université Paris 7 et UMR Mondes iranien et indien)

Paris, 25 mars 2009

IISMM/ EHESS, 105 Bd. Raspail, 75006, salle 08, 13h-17h

Argumentaire

Cette table ronde a pour objet de rendre compte des réformes des législations concernant le statut personnel ou encore le droit de la famille dans les pays qui s'inspirent de la *chari'a* (sunnite ou chi'ite). Bien qu'il soit prématuré, faute de distanciation et d'études concrètes, de mesurer de manière rigoureuse les impacts de ces réformes sur la situation des femmes et sur les rapports sociaux de sexe dans une perspective comparée, il est néanmoins possible d'interroger les textes en références au contexte social de chaque pays. La comparaison des réformes menées dans divers pays pourrait nous éclairer sur leur aptitude à induire des changements.

La codification en elle-même comme son contenu font l'objet de contestations de la part des courants qui agitent ces sociétés, qu'ils soient islamistes, réformistes-islamiques ou séculiers. La codification est récusée par le courant islamiste radical qui prône le retour pur et simple aux normes de la *chari'a* ; elle est rejetée par le courant séculier qui revendique la substitution de lois civiles au code. Les réformistes quant à eux, se focalisent sur le contenu de la codification, notamment à travers la réactivation de l'*ijtihad* (interprétation).

Au-delà des différences, des dissemblances, résultant des conditions spécifiques à chaque société, des rites et écoles du *fiqh* auxquels se rattache chacune d'elle, ces réformes obéissent-elles à une logique de rendre justice aux femmes ou à une logique conservatrice, tout en procédant à un aménagement ou réaménagement? Quel est l'impact des mouvements des femmes dans ces sociétés sur la direction des réformes et leur application ?

Programme

Ouverture

Jean-Philippe Bras

Directeur de l'IISMM

Introduction

Azadeh Kian

Professeure de sociologie, Directrice du Cedref, Université Paris 7 et chercheure, UMR Mondes iranien et indien-CNRS

Discutante :

Aurélie Damamme

Docteure en sociologie, CSPRP-Paris-Diderot

Rubya Mehdi

Senior Research Associate, The Carsten Niebuhr Institute of Near Eastern Studies, Université de Copenhague

« The Status of the Muslim Family Laws in Pakistan on Paper and Practice: Reforms and Shortcomings »

Ziba MIR-Hosseini

Senior Research Associate, London Middle Eastern Institute, SOAS, Université de Londres,
« Politics of Family Law Reform and Women's Movements in Iran and Morocco »

Zohra Fatima Sai

Maîtresse de conférence, Faculté de droit et des sciences politiques, Université d'Oran
« La révision du code algérien de la famille : quel impact sur les rapports sociaux de sexe ? »

Fatou Saw

CNRS-Women Living Under Muslim Law

« Les femmes, l'État et le sacré en Afrique subsaharienne »